

ECONOMIE ET CONVICTIONS

JANVIER -
JUILLET 2024



ON NE PEUT PAS
FAIRE L'ECONOMIE
D'EUROPE

ON NE PEUT PAS FAIRE L'ÉCONOMIE D'EUROPE...

« La conquête suprême de l'Europe s'appelle la dignité de l'Homme et sa vraie forme est dans la liberté. Tel est l'enjeu final de notre lutte. C'est pour sauver nos libertés acquises, mais aussi pour en élargir les bénéfiques à tous les hommes, que nous voulons l'union de notre continent. » - Denis de Rougemont, 10 mai 1948

Qu'est-ce que cela signifie ? Tant de choses. Et d'abord l'affirmation solennelle d'une volonté de solidarité profonde entre 27 peuples qui, si souvent au cours des temps se sont trouvés dans des camps opposés, dressés les uns contre les autres sur les champs de bataille et qui se sont rejoints et unis, à travers la richesse de leur diversité, pour la défense d'un même idéal humain. Car à travers l'économie et la technicité c'est bien de cela qu'il s'agit. Alors que les élections européennes se sont tenues les 8 et 9 juin 2024, l'Union Européenne fait face à des défis déterminants en matière de promotion de la paix et de la sécurité internationales, qui auront été au cœur des enjeux de ce scrutin mais aussi de survie de sa raison d'être qui tient à la garantie de nos libertés les plus fondamentales et que nous souhaitons rappeler ici.

Pendant plus d'un demi-siècle, la construction européenne a eu un objectif clair et mobilisateur : celui d'établir la paix grâce aux marchés nationaux. Si la paix doit être naturellement préservée semblerait-il, coûte que coûte, elle ne saurait en même temps continuer à justifier, à elle seule, cette formidable entreprise commune. De ce point de vue, une chose semble certaine : ce n'est pas seulement en lançant quelques nouvelles politiques communes (énergie et environnement, immigration, défense, etc.), qu'on redonnera un sens politique à une construction européenne qui en a fortement besoin et qui, seul pourra donner un nouveau cap à l'ensemble. Dans ce contexte, deux questions politiques essentielles paraissent devoir être examinées.

Repartir de l'avant suppose que l'Union européenne opère un changement de perspective quant à la place qu'elle occupe dans la mondialisation sur le plan économique comme géopolitique. En ce sens peut-être est-il temps de cesser de considérer que la politique d'élargissement constitue à elle seule les affaires étrangères européenne...

Les deux projets – espace de paix et de prospérité / puissance politique internationale - ne sont pas pour autant contradictoires. L'idée d'une union entre les Etats européens vise à réaliser une "entreprise de paix" selon Robert Schuman. Or le but politique de la paix du projet européen est désormais atteint sur le continent, alors qu'aujourd'hui cet objectif dépasse largement les frontières de l'Europe. Il s'agit en effet de paix mondiale et celle-ci « ne peut être sauvée que par des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent" déclarait encore Robert Schuman le 9 mai 1950. Discours plus que jamais d'actualité et qui vient renforcer l'absolue nécessité des liens et de la solidarité indispensable entre états européens mais aussi la prise de conscience des risques géopolitiques encourus.

Il a souvent été souligné que, bien qu'appartenant parfois à des traditions et à des histoires différentes, les Etats membres partagent nombre de valeurs et de principes économiques et sociaux qui les distinguent des autres pays et régions du monde, et notamment des Etats-Unis, de la Chine et des autres pays émergents. C'est aussi pour cette raison qu'il faut rendre l'Union européenne politique, c'est-à-dire, produire une vision commune de son avenir et de son fonctionnement afin de combler le déficit de sens dont elle pâtit depuis trop longtemps. Dans cette mutation profonde, l'agenda de souveraineté peut être le moyen pour l'Europe de surmonter ses faiblesses, de réduire ses dépendances et d'accroître sa puissance. Il signifie que le concept de l'indépendance européenne, ne passe plus par la souveraineté nationale mais par la coopération européenne. Il signifie aussi que l'Europe est prête à dépasser son horizon resté longtemps purement économique pour se saisir de vraies questions de souveraineté comme la défense, la sécurité, l'autonomie technologique, la gestion des frontières.

Enfin, l'Union européenne a vocation à jouer un rôle important dans la construction d'un ordre économique international orienté vers le développement durable pour toute la planète. Il s'agit là de son rôle le plus transformateur. L'obligation de combiner compétitivité et solidarité est d'autant plus pressante que l'UE doit, s'ouvrir davantage à la concurrence des pays en développement. Le problème est donc fondamentalement politique et déterminant dans la construction d'un ordre international apte à inciter et contraindre les grands acteurs économiques - multinationales et investisseurs - à devenir des agents de convergence, et capable de susciter des réformes politiques porteuses de stratégies de développement durable dans les pays en développement et les économies en transition.

Que cette entreprise soit profitable à tous ne signifie pas que les mutations nécessaires seront sans coût : modèles de consommation plus frugaux dans le Nord, accroissement inévitable de la productivité, efforts d'ajustement consécutifs à la concurrence internationale accrue, et au défi démographique. Mais ces coûts sont à mettre en regard des menaces à venir. Ce sera demain une nouvelle forme de terrorisme (c'est déjà le cas) ; un conflit régional embrasant un continent ou un nouveau désastre écologique ou épidémique à l'échelle de la planète. Au-delà de la menace, prenons en compte l'obligation morale de justice ; elle est incontournable pour une Europe qui revendique une tradition humaniste et qui affirme l'universalité de son message sur les Droits de l'Homme.



ANNE MAZOYER-JANKOWSKA
PRESIDENTE,
DIRECTRICE DE LA PUBLICATION



UE-MAROC : UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE, QUI S'APPROFONDIT ET S'ÉLARGIT

Le Royaume du Maroc se distingue par sa position stratégique et son rôle fédérateur au sein du continent africain. Situé au carrefour des routes maritimes internationales, le Maroc bénéficie d'une position géographique privilégiée sur le détroit de Gibraltar, ce qui le place à proximité immédiate du marché européen. Avec une population de près de 37 millions d'habitants, cette position stratégique est renforcée par des infrastructures de transport modernes, incluant des ports de classe mondiale comme Tanger Med, qui facilitent le commerce intercontinental et la connectivité régionale.

Sur le plan institutionnel, le Maroc bénéficie d'une stabilité notable. L'attachement à la monarchie et à la figure de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, conjugué à une société civile active, favorise un climat propice à l'investissement et à la coopération internationale. Les relations diplomatiques solides avec l'Europe, les États-Unis et divers bailleurs internationaux témoignent de l'engagement du pays à l'égard de la communauté mondiale et de sa volonté d'agir comme un acteur de premier plan dans le développement durable.

Un Environnement Propice aux Affaires et à l'Innovation

Le Royaume est engagé dans une ambitieuse stratégie de montée en gamme et de diversification industrielle. Sous la conduite éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le Maroc amorce une phase cruciale de son développement économique avec la Vision Maroc 2035. Cette vision stratégique repose sur un processus participatif visant à moderniser l'économie et à améliorer les conditions sociales, avec un accent particulier sur l'éducation, la santé et les infrastructures.

Les infrastructures, notamment dans les domaines des transports et des technologies de l'information et de la communication (TIC), sont prioritaires au Maroc. Leur développement est essentiel pour favoriser la croissance économique et promouvoir l'inclusion sociale. Des projets d'envergure, comme ceux liés aux énergies renouvelables et à l'hydrogène vert, illustrent l'engagement du pays en tant que leader de la transition énergétique mondiale.

Parallèlement, le Maroc accorde une importance capitale à l'éducation et à la santé. Des réformes substantielles sont en cours pour moderniser le système éducatif, considéré comme un levier essentiel pour le développement humain et économique. Dans le même temps, d'importants investissements sont réalisés dans le secteur de la santé, garantissant un accès équitable à des soins de qualité pour tous les citoyens.

Un Partenariat Naturel pour l'Occident

Les relations entre le Maroc et l'Union européenne sont de première importance, notamment à travers l'Accord d'Association signé en 2021. La proximité géographique entre les deux entités amplifie les enjeux de sécurité et de gestion des migrations. Un changement de direction au sein de la Commission européenne pourrait entraîner une révision des priorités politiques et des stratégies, impactant divers domaines comme le commerce et la sécurité. Néanmoins, la stabilité du Maroc demeure un avantage clé, permettant de maintenir une coopération solide et bénéfique, malgré d'éventuels différends.



Les relations économiques entre le Maroc et ses partenaires occidentaux sont particulièrement dynamiques. Le Royaume attire des investissements massifs en provenance d'Europe et se positionne comme un hub pour les investissements sortants vers l'Afrique de l'Ouest. La France, par exemple, a récemment réaffirmé son soutien au plan d'autonomie marocain du Sahara et cherche à renforcer ses relations économiques avec le Royaume. Ce renforcement des relations bilatérales s'inscrit dans une volonté commune de développer des partenariats économiques solides.

L'optimisme des dirigeants marocains quant à la croissance économique du pays est également un signe de la confiance accrue dans son potentiel. Les grands projets en cours, tels que ceux liés à l'organisation de la Coupe du Monde 2030, suscitent un engouement international et renforcent la position du Maroc comme un partenaire clé pour les investisseurs.

Pour les entreprises marocaines et européennes, il sera nécessaire de rester vigilant quant aux évolutions politiques au sein de l'UE, tout en exploitant la stabilité et les atouts stratégiques du Maroc. En anticipant les changements de politique, ces entreprises peuvent non seulement mitiger le risque de leurs investissements mais aussi identifier de nouvelles opportunités de collaboration, renforçant ainsi leur position sur les marchés africains et européens. Une approche proactive et adaptable permettra de tirer le meilleur parti des relations bilatérales et de surmonter les défis. Dans ce contexte, les conseillers en affaires publiques jouent un rôle clé, en fournissant des analyses approfondies et en représentant les intérêts stratégiques entre les entreprises et les institutions, maximisant ainsi les bénéfices de ces partenariats économiques et politiques.



ANNE MAZOYER-JANKOWSKA
PRESIDENTE,
DIRECTRICE DE LA PUBLICATION



ANOUAR CHACHA
CONSEILLER EN AFFAIRES
PUBLIQUES ET POLITIQUES,
ET EN COMMUNICATION

L'ASCENSION DES EXTRÊMES AU PARLEMENT EUROPÉEN, LA MORSURE SANS LE VENIN

Alors que les prochaines élections européennes semblent annoncer un renforcement des partis extrémistes Identité & Démocratie (ID) et Conservateurs et Réformistes européens (CRE), la question de la cohésion et l'efficacité législative du Parlement européen se pose et le serpent de mer d'une union de ces extrêmes refait donc surface.

Les dernières élections de 2019 ont causé une augmentation significative du nombre de sièges occupés par des partis eurosceptiques et nationalistes et cette avancée serait confortée dans les urnes le 9 juin à l'occasion des élections européennes, selon les sondages. Une telle ascension des extrêmes en Europe mettrait d'autant plus en difficulté les coalitions traditionnelles et soumettrait les partis centristes proeuropéens à une pression accrue sur leur agenda législatif menaçant ainsi la cohésion et l'efficacité du projet européen.

Cette crainte d'une union des extrêmes, lue à la lumière de la réforme renforçant le rôle du Parlement européen, votée le 10 avril 2024 par les eurodéputés, en tant que co-législateur et contrôleur de la Commission européenne, pourrait inquiéter pour la poursuite du projet européen. Toutefois, en dépit des ressemblances idéologiques de façade, un fossé existe entre les groupes ID et CRE sur de nombreux sujets qui leurs sont chers, comme la Guerre en Ukraine, l'immigration, la sécurité et l'environnement, les empêchant de constituer une réelle force vive et influencer le processus législatif. Dès lors, même si ces partis sont donnés au coude à coude par les sondages, entre 80 et 90 sièges chacun, leur influence ne s'effectuera pas de concert. De plus, il est important de souligner que seuls les membres du CRE, de droite dure, disposent de postes à responsabilité au sein de l'hémicycle, ce qui est refusé aux eurodéputés ID, beaucoup plus radicaux dans leur politique.



Si aujourd'hui le bilan législatif des eurodéputés extrémistes est à la peine en raison de leur absence récurrente des bancs de l'hémicycle, leur succès les contraindra à jouer le jeu démocratique européen afin de réellement influencer le processus décisionnel et constituer un pouvoir politique crédible. Dans ce jeu démocratique, le dialogue d'influence fait figure de proue, auquel participent les représentants d'entreprises, d'ONG et les groupes d'intérêts européens ou étrangers tant les enjeux débattus affectent le plus grand nombre, même à l'international.

Le renforcement annoncé de l'extrême droite au Parlement européen constituera un affront supplémentaire à l'essence même des valeurs fondatrices du projet européen. Toutefois, les eurodéputés eurosceptiques sont loin de constituer une majorité de blocage (360 sièges) et ne pourraient réellement appliquer l'agenda isolationniste et nationaliste qui leur est propre. Ainsi, lors de la prochaine législature, le Parlement européen alors réformé dans fonctionnement et renforcé dans ses prérogatives, continuera de constituer le point d'entrée essentiel à la conduite des politiques européennes.

Dans les couloirs de Bruxelles, et en dépit d'une montée des extrêmes, le plaidoyer restera un élément clé garantissant la démocratie participative et un débat éclairé entre les citoyens et leurs représentants, qu'importe leurs convictions proeuropéennes ou non des parlementaires. Les contributions apportées par les acteurs de la société civile permettent d'élaborer des législations techniques et globales grâce à un débat démocratique renforcé, où les extrêmes seront contraints de trouver leur place.

SAMUEL AUGIZEAU
CONSEILLER EN AFFAIRES
PUBLIQUES ET POLITIQUES,
ET EN COMMUNICATION



RENAISSANCE DE LA RELATION POLOGNE-UE :

ENJEUX ET PERSPECTIVES

Alors que la Pologne s'est toujours présentée comme le bon élève de la transition du monde communiste à la démocratie libérale depuis son intégration à l'UE en 2004, la tendance au raidissement autoritaire par l'accès au pouvoir de forces politiques populistes et eurosceptiques en Europe n'a pas épargné les polonais. En quelques années d'emprise d'un gouvernement populiste, la Pologne a subi une déconsolidation démocratique : violations répétées de l'Etat de droit, colonisation de la sphère publique par l'étouffement des médias, polarisation des institutions et empoisonnement du débat public par une radicalisation des discours. Or, les dernières élections parlementaires d'octobre 2023 et l'arrivée au pouvoir de Donald Tusk, ont montré que les polonais ont le regard tourné vers Bruxelles.

Dans ce contexte particulier, ces élections européennes ont une valeur symbolique forte pour les polonais, qui devront réaliser un choix influant sur la voie que va prendre leur pays dans les années à venir. Ce défi est fondamental pour la nouvelle coalition gouvernementale dirigée par Donald Tusk, qui s'est engagé lors de son investiture à « ramener la Pologne au cœur de l'UE ».



A présent, que doit désormais l'UE à la Pologne ?

Évidemment, l'on pense premièrement au versement des fonds européens à hauteur de 137 milliards d'euros, gelés en raison des manquements à l'État de droit de l'ancien gouvernement. Même si, le déblocage de ces fonds a déjà été annoncé, il est essentiel de distinguer « déblocage » et « versement ».

Toutefois, il faut être lucide et avoir en tête que la relation Varsovie-Bruxelles va au-delà des simples considérations financières. Plus généralement, force est de constater que la Pologne n'est plus seulement le plus grand parmi les plus petits des pays de l'est, et que le « miracle polonais » est bel et bien réel. Ainsi, l'UE se doit de garantir à la Pologne une parole dûment respectée à la hauteur de sa valeur, dont la voix doit se faire entendre dans les couloirs des institutions européennes. Une idée qui semble être assurée à l'avenir, puisque ce sera le tour de la Pologne d'assumer la présidence du Conseil de l'UE en 2025. Reste à voir maintenant, si Varsovie est en mesure de s'affirmer dans un rôle de leadership.

En fin de compte, le retour de la guerre sur le « Vieux continent » a révélé que l'UE a fait preuve d'un trop grand laxisme : les avertissements de la Pologne concernant les dangers de la Russie ont été ignorés pendant des années, en raison de la naïveté franco-allemande sur le sujet. Ce faisant, l'UE doit à l'avenir adopter d'une position russo-réaliste face à la Pologne et aux pays baltes, en raison de leur exposition face à un éventuel conflit.

Parallèlement, que doit la Pologne à l'UE ?

La nouvelle stratégie de la Pologne, après 8 ans de bras de fer avec Bruxelles, doit reposer sur l'ambition de redevenir un partenaire actif au sein de l'UE. L'enjeu du nouveau gouvernement Tusk est de trouver un équilibre dans sa politique entre la défense efficace des intérêts nationaux polonais et la contribution dynamique à l'intérêt général de l'UE. Un objectif qui ne devrait pas soulever de difficulté pour « l'Européen de l'année » : sur le papier, Donald Tusk est probablement l'homme politique polonais le plus riche d'expérience à la fois nationale et européenne.

L'heure a donc sonné pour la Pologne, qui au lieu d'être un frein au projet européen, doit désormais en être l'un des moteurs. En effet, voilà un autre aspect que la Pologne doit à l'UE : lui donner une apparence davantage européenne.

En outre, herbivore dans un monde de carnivores, l'UE et ses Etats-membres doivent comprendre que la voie à prendre est celle de l'armement, sous peine d'être engloutis. À l'avenir plus que jamais, il est nécessaire pour la Pologne de continuer à contribuer à un effort d'armement européen. Option que le pays a déjà choisie en s'armant remarquablement, ambitionnant de devenir la plus grande armée de terre en Europe. Que la Pologne profite maintenant de sa position de force dans ce domaine, et montre aux autres Etats-membres une exemplarité parfaite en la matière.

À cet égard, il en va de même avec son industrie. Varsovie dispose d'atouts considérables (la Pologne étant le seul pays européen où la part de l'industrie dans le PIB a augmenté entre 2000 et 2021) qui lui permettent de contribuer activement aux mouvements de relocalisation des activités industrielles. La Pologne se doit de participer à cette intégration en accueillant les usines relocalisées dans une logique de souveraineté industrielle européenne.

Enfin, au-delà de toutes ces réflexions financières, stratégiques, industrielles et militaires, ce qui constitue fondamentalement l'UE ce sont ses hommes. Par conséquent, il est crucial pour la Pologne de continuer à présenter des personnalités de premier plan qui vont revitaliser et enrichir les institutions européennes, à l'image de ce qu'elle a accompli avec Donald Tusk ou Jerzy Buzek. C'est désormais au tour de la jeune génération polonaise, largement favorable à l'UE, qui s'annonce très prometteuse.

Quid de l'après 9 juin ? Peu importe les résultats, l'essentiel pour les polonais est de maintenir leur engagement européen. Comme disait Bronislaw Geremek : « *L'intégration européenne, c'est comme faire de la bicyclette : il faut continuer à pédaler pour garder l'équilibre et contrôler la direction de la course* ». En effet, bien qu'au sein de l'UE, les divergences idéologiques surgissent plus souvent que les accords, il est fondamental de garder à l'esprit que l'Europe symbolise la prospérité et la paix. La Pologne plus que d'autres pays, au regard de son histoire, doit en être consciente. Le futur s'annonce grand pour les polonais. Que la Pologne réussisse à être à la hauteur de l'ampleur des défis nationaux, européens et mondiaux qui l'attendent, où elle a une immense carte à jouer.



SEWERYN VON MAUBERG

CONSEILLER EN AFFAIRES PUBLIQUES ET POLITIQUES, ET EN COMMUNICATION

Newsletter – Économie et Convictions

**Directrice de la Publication/Rédactrice en chef : Anne MAZOYER-
JANKOWSKA**

**Ont contribué à ce numéro : Anne MAZOYER, Anouar CHACHA,
Samuel AUGIZEAU, Seweryn VON MAUBERG**

**Membres de la rédaction: Jean-Pierre CHIARADIA-BOUSQUET,
Patrice CHAZERAND, Donatienne COFFY, Henry LAURET,
Jean FRANÇOIS-PONCET**

© FairValue Corporate & Public Affairs, tous droits réservés

www.fairvaluecc.com

FAIRVALUE
CORPORATE & PUBLIC AFFAIRS